

TABLEAU DE BORD ASF

L'activité des établissements spécialisés au premier trimestre 2015

L'ASF (Association Française des Sociétés Financières) regroupe l'ensemble des établissements spécialisés : 290 entreprises (sociétés de financement, établissements de crédit spécialisés, banques spécialisées et entreprises d'investissement).

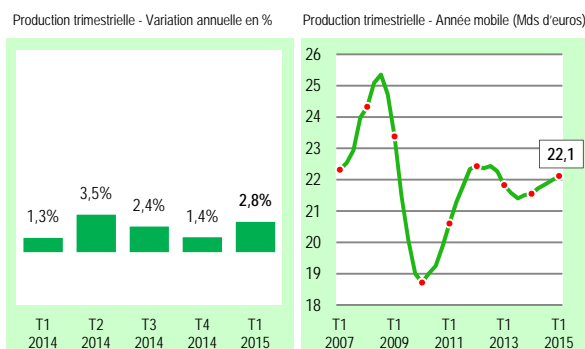
Les activités des membres de l'ASF sont multiples : le financement de l'équipement des particuliers (avec le crédit à la consommation - où les adhérents de l'ASF représentent plus de 50% du total des opérations -), le financement des investissements des entreprises et des professionnels (investissements d'équipement et investissements immobiliers par crédit-bail, autres financements locatifs et financements classiques), les services financiers (affacturage, cautions, titrisation), les services d'investissement (ensemble des métiers relatifs aux titres et autres instruments financiers).

La croissance se généralise mais elle reste fragile et inégalement répartie

Pour les établissements spécialisés, le premier trimestre 2015 marque la confirmation d'une meilleure orientation de l'activité. La croissance se généralise, mais elle reste fragile et inégalement répartie selon les secteurs : elle s'affermi peu à peu en financements locatifs d'équipement, elle ralentit tout en conservant un rythme significatif en affacturation mais elle manque encore de robustesse en crédit à la consommation, secteur dont le marché demeure très dégradé.

Le financement des entreprises et des professionnels

*Les financements locatifs d'équipement :
une croissance qui s'affermi peu à peu
+2,8%*

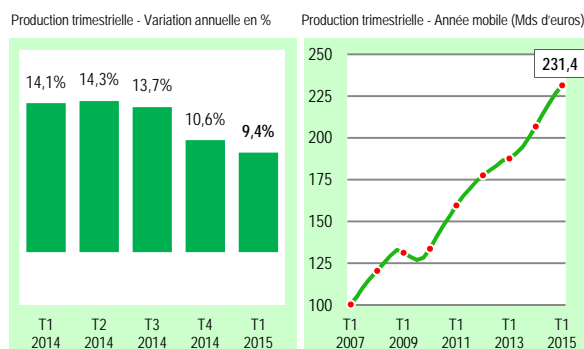


Avec une production de 5,1 Mds d'euros, en augmentation de +2,8% par rapport à la même période de l'année précédente, les trois premiers mois de 2015 marquent le **sixième trimestre consécutif de progression** pour les financements locatifs des investissements d'équipement des entreprises et des professionnels¹. La hausse est continue depuis l'automne 2013 mais irrégulière, avec des phases d'accélération (printemps 2014 et premier trimestre 2015) qui succèdent à des périodes de ralentissement (second semestre 2014 notamment). La tendance de fond de la période récente est cependant celle d'une **croissance qui s'affermi peu à peu** : ainsi, la variation annuelle en année pleine (cumul des financements sur les quatre derniers trimestres) atteint +2,6% à fin mars 2015 (après +2,2% à fin décembre 2014 et contre -1,3% à fin mars 2014), soit la meilleure performance depuis l'été 2012. Malgré cette meilleure orientation, l'activité demeure encore inférieure de près de -13% à son niveau record atteint à l'été 2008.

La faible progression des financements par **location avec option d'achat** (+0,7% sur un an à 2,8 Mds d'euros) recouvre un recul des opérations de crédit-bail mobilier *stricto sensu*² (-2,1% à 2,3 Mds d'euros) et une forte hausse des opérations connexes sur voitures particulières (+14,2% à 0,5 Md d'euros). Les opérations de **location sans option d'achat** (location financière et location longue durée) enregistrent une croissance plus marquée à +5,6% pour 2,3 Mds d'euros.

Une part modeste des financements d'équipement continue de s'effectuer en outre sous forme de **crédits d'équipement classiques** : 0,8 Md d'euros au premier trimestre 2015, en forte hausse de +19,4% sur un an³.

*L'affacturation : la croissance maintient
un rythme significatif, quoique ralenti
+9,4%*



Après avoir enregistré durant cinq trimestres successifs des taux de croissance à deux chiffres, **l'affacturation confirme au premier trimestre 2015 le ralentissement engagé à l'automne 2014**. Avec 56,4 Mds d'euros de créances prises en charge, l'activité est en hausse de +9,4% par rapport aux trois premiers mois de 2014, après des variations annuelles de +10,6% et +13,7% les deux trimestres précédents.

L'affacturation maintient cependant une croissance significative : ainsi, en termes d'année mobile (production cumulée des quatre derniers trimestres), la progression sur un an à fin mars 2015 est de +11,9% (avec 231,4 Mds d'euros), après +10,2% à la fin du premier trimestre 2014.

On rappelle qu'en 2014, l'affacturation a constitué une solution de financement pour 40 000 entreprises, et que sur le marché européen - qui représente près des 2/3 du marché mondial -, la France se situe au deuxième rang derrière le Royaume-Uni.

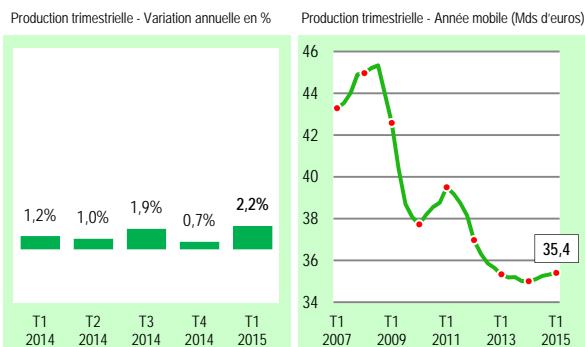
¹ Voitures particulières, véhicules utilitaires et industriels, matériel informatique et électronique, biens d'équipement divers.

² Au sens de la loi du 2 juillet 1966.

³ L'évolution de ces financements est parfois marquée par des variations de grande amplitude, la modestie des chiffres les rendant dépendants d'opérations ponctuelles de montant - relativement - important.

Le financement des particuliers

Le crédit à la consommation :
une croissance encore fragile et un niveau d'activité toujours très faible
+2,2%



Avec **8,4 Mds d'euros**, les établissements spécialisés dans le crédit à la consommation enregistrent une hausse de leur production de **+2,2%** au premier trimestre 2015 par rapport à la même période de 2014. Cette progression marque une nette accélération par rapport à celle du trimestre précédent (+0,7% à l'automne 2014 en variation annuelle) et constitue la meilleure performance depuis les trois premiers mois de 2011. **Cette croissance retrouvée est cependant fragile** dans la mesure où elle dépend pour l'essentiel de l'évolution favorable d'une seule composante et ne bénéficie pas à l'ensemble des secteurs. Cette tendance positive ne doit pas non plus faire oublier que la **situation du marché** continue d'être très **dégradée** puisqu'à fin mars la production cumulée des quatre derniers trimestres demeure encore inférieure de près de **-22%** par rapport au point haut atteint à l'été 2008.

Les évolutions des principaux secteurs sont les suivantes :

- Les **financements d'automobiles neuves** - par crédit affecté classique ou location avec option d'achat (LOA) - sont en **forte progression** : **+16,5%** par rapport au premier trimestre 2014, avec **1,6 Md d'euros**. Cette évolution globale recouvre des situations très contrastées : dans cet ensemble, les financements par crédit

classique sont en effet en recul de **-8,1%** avec **0,71 Md d'euros** alors que les **opérations de LOA** explosent littéralement avec une hausse de **+50,2%** sur un an pour **0,84 Md d'euros**. Ces opérations de LOA contribuent à elles seules pour **3,4%** à la croissance d'ensemble, les autres secteurs amputant cet apport de **-1,2%**. Pour la première fois depuis la fin des années 1980, le montant des financements par LOA est redevenu supérieur à celui des crédits classiques.

- Les **financements de biens d'équipement du foyer** (électroménager, équipement multimédia, meubles...) renouent avec la croissance : avec **0,7 Md d'euros**, ils progressent de **+1,5%** par rapport au premier trimestre 2014, après huit trimestres ininterrompus de repli.
- Pour les **prêts personnels**, la hausse est de **+1,1%** avec **2,8 Mds d'euros**.
- En revanche, les **crédits renouvelables** continuent d'être mal orientés : les nouvelles utilisations (**2,4 Mds d'euros**) se contractent de **-5,5%** sur un an, soit le vingt-sixième trimestre consécutif de recul de la production.



Données chiffrées

PRODUCTION (Montants en millions d'euros) . Crédit : montant des nouveaux crédits distribués (hors agios) . Location : montant des investissements nouveaux (HT)	1er trimestre 2014*	1er trimestre 2015	Variation 2015 / 2014
. Equipement des entreprises et des professionnels	5 599	5 867	+4,8%
. Financements par crédit classique (1)	654	780	+19,4%
. Financements par location de matériels	4 945	5 086	+2,8%
. Crédit-bail mobilier et autres opérations de LOA (2)	2 775	2 794	+0,7%
. Crédit-bail mobilier (loi du 2.7.1966)	2 303	2 255	-2,1%
. Autres opérations de LOA (2) (voitures particulières)	472	539	+14,2%
. Location sans option d'achat (3) (4)	2 170	2 292	+5,6%
. Location financière	1 173	1 164	-0,7%
. Location longue durée	998	1 128	+13,0%
. Equipement des particuliers (crédit à la consommation)	8 264	8 446	+2,2%
. Financements par crédit classique	7 597	7 472	-1,6%
. Crédits affectés	2 295	2 277	-0,8%
. Automobiles neuves	772	709	-8,1%
. Automobiles d'occasion	708	743	+4,9%
. Amélioration de l'habitat et biens d'équipement du foyer (5)	646	656	+1,5%
. Autres biens ou services (6)	169	169	-0,3%
. Crédits renouvelables (nouvelles utilisations à crédit)	2 506	2 368	-5,5%
. Prêts personnels (y compris rachats de créances)	2 796	2 827	+1,1%
. Financements par location	667	974	+46,0%
. Location avec option d'achat	626	924	+47,6%
. Automobiles	562	844	+50,2%
. Autres biens	65	80	+24,6%
. Location sans option d'achat (7)	41	50	+21,7%
. Affacturage (8)	51 592	56 437	+9,4%

* Les chiffres concernant 2014 sont exprimés sur la base des sociétés adhérentes au 1er avril 2015. Ils tiennent compte des modifications, parfois sensibles, qui ont pu être apportées par certaines sociétés aux informations fournies l'année précédente.

(1) Financements de biens d'équipement et autres financements directs aux entreprises, hors financements de concessionnaires (financements de stocks, de véhicules de démonstration, autres financements).

(2) LOA : Location avec Option d'Achat.

(3) **NB** : Il s'agit de l'activité consolidée des établissements spécialisés (sociétés de financement, établissements de crédit spécialisés, banques spécialisées) adhérents de l'ASF et des sociétés commerciales spécialisées de droit commun, filiales de groupes auxquels appartiennent les adhérents ASF.

(4) Les opérations de location sans option d'achat peuvent relever de deux catégories :

- Les opérations de location financière sont des opérations sans option d'achat dans lesquelles le locataire choisit le fournisseur ainsi que le bien dont il connaît et, le cas échéant, négocie lui-même le prix. Les contrats de ce type sont conclus pour une durée irrévocable, les loyers sont indépendants de l'utilisation du matériel.

- Les opérations de longue durée sont des opérations sans option d'achat ne répondant pas aux critères définissant la location financière.

(5) Electroménager, équipement multimédia, meubles, etc.

(6) Deux-roues, véhicules de loisirs, bateaux de plaisance, divers.

(7) Location sans option d'achat d'automobiles pour la quasi-totalité.

(8) Montant des créances prises en charge. Hors opérations de "floor plan" et de forfaitage.